

SHORT NEWS

Más Morales!

(avt) - Rund 60 Prozent der Stimmen konnte der Führer des „Movimiento al Socialismo“ (MAS), Evo Morales bei den bolivianischen Parlamentswahlen am vergangenen Sonntag auf sich vereinen. Im Vorfeld der Wahlen war noch flugs die Verfassung geändert worden, so dass der indigene Präsident, der Bolivien seit 2006 regiert, sein drittes Mandat antreten und bis 2020 regieren kann. „Evo“ widmete seinen Wahlsieg „allen Völkern Lateinamerikas, die gegen Kapitalismus und Imperialismus kämpfen“, sowie seinen politischen Leitfiguren, Hugo Chávez und Fidel Castro. Sein antiamerikanischer Diskurs und sein politischer Kurs lehnen sich stark an diese an. Die wirtschaftliche Unabhängigkeit Boliviens und die Stärkung der Indigenen sind Morales' erklärte Prämissen. Seit Amtsantritt hat er wichtige Wirtschaftsbetriebe nationalisiert und durch den Boom der Rohstoffpreise erreicht, dass die Exporteinnahmen Boliviens um das Neunfache gestiegen sind. Das Wirtschaftswachstum liegt mit etwa fünf Prozent deutlich über dem südamerikanischen Durchschnitt. Bolivien hat mittlerweile 15,5 Milliarden an Überschüssen gespart, und Morales macht mit der Umverteilung Ernst: Gewinne investierte er überwiegend in Subventionen für Schulkinder und in die Renten. Eine halbe Million der rund 10,5 Millionen Bolivianer gelang außerdem der Weg aus der Armut. Doch steht Bolivien international wegen seiner blühenden klandestinen Kokain-Wirtschaft und Korruption in der Kritik. Laut dem Transparency-International-Index war Bolivien 2013 das drittkorrupteste Land Lateinamerikas.

Le mystérieux destin de l'Institut du temps présent

(lc) - En parcourant les 258 mesures que le gouvernement envisage de mettre en oeuvre pour satisfaire son fétiche de rentabilisation de l'Etat, l'oeil averti s'arrêtera avec stupeur sur la ligne 44 : « Création de l'Institut luxembourgeois de l'histoire du temps présent et réorganisation du Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe ». Ce n'est pas la mesure en soi qui choque, mais le ministère derrière, en l'occurrence celui de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, alors que la création de l'Institut relevait du domaine de la culture - selon l'accord de coalition. De plus, lors d'une interview avec le woxx en début d'année (woxx 1256), la ministre de la Culture avait nié que l'Institut du temps présent passerait sous la coupe du ministère dirigé par son camarade de parti Claude Meisch - comme le suggérerait la rumeur d'alors. Elle avait aussi annoncé dans la foulée qu'un projet de loi devrait être déposé avant la fin du mois et qu'elle envisageait le futur Institut plutôt comme un établissement public. Or, depuis, ce dossier avait disparu des radars - hormis l'information que la rédaction du projet de loi avait été confiée à Marc Limpach, acteur, avocat et ancien candidat malheureux à la direction du CCRN. D'après des sources anonymes, la bataille entre ceux qui souhaitaient un établissement public et ceux voyant l'Institut plutôt intégré à l'université se jouait en coulisses ces derniers mois. Et le passage au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche semble indiquer cette direction - même si d'aucuns ajoutent qu'on pourrait y voir un signe que le premier ministre en personne ait repris la main sur le dossier. En tout cas, l'affaire est loin d'être transparente.

AKTUELL

INÉGALITÉS

Troubles de l'équilibre

David Angel

Les inégalités s'accroissent au Luxembourg, dit le Statec, et cela entraîne logiquement une aggravation de la pauvreté.

En 2013, plus d'un quart de la population du Luxembourg (28 pour cent) a déclaré avoir des difficultés à joindre les deux bouts à la fin du mois, ce qui représente une nette augmentation depuis le début de la crise (18 pour cent en 2007). Les ménages avec enfants surtout et, parmi ces ménages, les familles monoparentales, disent rencontrer des difficultés financières. Ces foyers restent exclus de « biens et de services importants pour permettre une bonne insertion dans la société », selon le Statec. Ainsi, quasiment la moitié de ceux qui disent avoir des difficultés déclarent ne pas avoir les moyens pour partir en vacances pendant une semaine par an. Seuls 37 pour cent pensent pouvoir faire face à des dépenses financières imprévues.

Le revenu disponible moyen des ménages résidant au Luxembourg est de 5.367 euros, réparti entre les personnes faisant partie du ménage. Parmi ces revenus, les revenus du travail ne représentent que 68 pour cent, le reste provenant de revenus de compensation - chômage, invalidité, maladie -, de prestations sociales et de revenus du capital - location de biens immobiliers ainsi qu'intérêts et dividendes tirés de placements financiers.

Entre 2012 et 2013, le revenu brut des ménages a progressé de 4,3 pour cent, alors que les revenus du travail n'ont progressé que de 0,7 pour cent et les prestations familiales par exemple de 2,4 pour cent. Comment expliquer alors cette augmentation du revenu des ménages ? Par la progression des revenus tirés du capital. Les intérêts et dividendes sur les placements ont bondi de 18,9 pour cent, les revenus locatifs de 11,8 pour cent.

Cela confirme parfaitement la théorie de l'économiste français Thomas Piketty, selon laquelle le rendement du capital excède toujours la croissance du revenu. Pour Piketty, cela mène logiquement à une accumulation toujours plus grande des richesses chez un petit pourcentage de la population - le fameux un pour cent - et à des inégalités toujours plus accentuées. Seul un impôt progres-

sif sur le capital à échelle internationale pourrait, selon l'économiste, permettre de rétablir un certain équilibre.

« Un moyen fiable pour saisir le niveau des inégalités », voilà ce que représente le taux de risque de pauvreté pour Paul Zahlen du Statec. Le seuil de pauvreté est obtenu en prenant 60 pour cent du revenu médian calculé pour le pays. Au Luxembourg, ce seuil est de 1.665 euros de revenu mensuel par personne en 2013. 15,9 pour cent de la population luxembourgeoise a un revenu mensuel inférieur à ce chiffre et se trouve donc en situation de risque de pauvreté, une augmentation de pratiquement un point depuis 2012 (15,1 pour cent). Entre le milieu des années 1990 et aujourd'hui, le taux de risque de pauvreté a progressé d'environ cinq pour cent.

Saisir les inégalités

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, le travail ne protège pas contre la pauvreté : 11,2 pour cent des personnes salariées ont un revenu inférieur à 1.665 euros par mois et sont donc des « working poors ».

Le coefficient de Gini est une mesure statistique destinée à mesurer les inégalités de revenus dans un pays. Si un coefficient de Gini égal à 0 représente une parfaite égalité et un coefficient égal à 1 une inégalité totale - un individu posséderait alors tout, alors que le reste n'aurait pas de revenu du tout -, le Luxembourg se situe, en 2013, à 0,30. Par rapport aux années précédentes, l'année 2013 représente un pic dans les inégalités. En 2012, le coefficient de Gini du Luxembourg était de 0,28.

Les niveaux de vie varient fortement au Luxembourg : alors que les 10 pour cent d'individus les moins aisés gagnent, en moyenne, 1.213 euros par mois et ne possèdent que 3,3 pour cent de la totalité des revenus, les 10 pour cent les plus aisés ont à leur disposition 6.290 euros par mois et possèdent 24,2 pour cent de la masse des revenus.